

*Perceptions et pratiques
des professionnels de santé à
l'égard de la vaccination des
enfants de moins de 6 ans à
La Réunion*

Juin 2011

Remerciements

Nous tenons à remercier le Docteur Michel KASBARIAN, médecin généraliste, membre de l'Union Régionales des Professionnels de Santé de l'Océan Indien (URPS-OI) ainsi que Madame Dorine WEIDENEDER, responsable administrative de l'URPS-OI pour leur précieuse aide.

Sommaire

Glossaire.....	4
Introduction.....	5
1. Contexte national.....	5
2. Contexte à La Réunion.....	6
Objectifs.....	8
Matériel et méthode.....	9
1. Population cible et population source.....	9
2. Sélection des médecins.....	9
3. Informations des médecins libéraux.....	9
4. Recueil des données.....	9
5. Gestion des données.....	10
6. Analyse statistiques des données.....	10
7. Référents.....	10
Résultats.....	11
1. Participation et caractéristiques des médecins.....	11
2. Perceptions.....	11
3. Pratiques.....	13
4. Informations.....	15
Synthèse des résultats.....	17
Bibliographie.....	18
Annexes.....	19
1. Courrier d'information.....	19
2. Questionnaire.....	20

Glossaire

ARS-OI : Agence de Santé Océan Indien

BEH : Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire

CTV : Comité Technique des Vaccinations

DTP : Diphtérie, Tétanos, Poliomyélite

HCSP : Haut Conseil de Santé Publique

Hib : Haemophilus Influenzae B

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ORS : Observatoire Régional de la Santé

PMI : Protection Maternelle et Infantile

ROR : Rougeole, Oreillon, Rubéole

URPS-OI : Union Régionale des Professionnels de Santé Océan Indien

Introduction

1. CONTEXTE NATIONAL

Le calendrier vaccinal

Les vaccins présentent des caractéristiques spécifiques par rapport à tout autre médicament, dans la mesure où ils vont être administrés à des personnes non malades et qu'ils visent souvent à protéger non seulement un individu mais des groupes de population, voire l'ensemble d'une population.

La politique vaccinale a pour objet de définir quelle est la meilleure utilisation d'un vaccin dans la population.

La loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique qui a créé le Haut conseil de la santé publique (HCSP) précise que « la politique de vaccination est élaborée par le ministre chargé de la Santé qui fixe les conditions d'immunisation, énonce les recommandations nécessaires et rend public le calendrier des vaccinations après avis du HCSP » (article L.3111-1 du code de la santé publique).

Le Comité technique des vaccinations (CTV) qui regroupe des experts de différentes disciplines (infectiologie, pédiatrie, microbiologie, immunologie, épidémiologie, santé publique, médecine générale, économie de la santé, sociologie...), est un comité technique permanent dépendant d'une des commissions spécialisées du HCSP. Il élabore une proposition de calendrier vaccinal qui est ensuite validée par le Haut conseil de la santé publique [1].

Le calendrier vaccinal, qui fixe les vaccinations applicables aux personnes résidant en France en fonction de leur âge, résume les recommandations vaccinales « générales ». Il existe en outre des recommandations vaccinales « particulières » propres à des conditions spéciales (risques accrus de complications, d'exposition ou de transmission) ou à des expositions professionnelles. Ces recommandations sont présentées depuis 2009 vaccin par vaccin.

Les missions du CTV sont d'assurer la veille scientifique sur les évolutions et les perspectives en matière de vaccins, d'élaborer la stratégie vaccinale en fonction des données épidémiologiques et d'études sur le rapport bénéfice-risque individuel et collectif et d'études médico-économiques relatives aux mesures envisagées, de proposer des adaptations en matière de recommandations et d'obligations vaccinales pour la mise à jour du calendrier vaccinal (arrêté du 18 septembre 2007 relatif au Comité technique des vaccinations). De plus, les recommandations des experts tiennent compte des orientations générales de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le calendrier vaccinal est publié chaque année sur le site internet du ministère chargé de la santé et sur celui de l'Institut de Veille Sanitaire [1].

La réalisation des vaccinations

Ce sont les médecins libéraux (généralistes et pédiatres) qui réalisent la majorité des vaccinations.

Les sages-femmes peuvent également prescrire et réaliser certaines vaccinations dont la liste est fixée par l'arrêté du 22 mars 2005 [2]. Enfin les infirmiers réalisent des injections vaccinales sur prescription médicale.

Les vaccinations obligatoires et recommandées peuvent être réalisées gratuitement par les services de protection maternelle infantile (PMI) et par les centres de vaccination relevant du Conseil Général ou de l'Etat. Elles peuvent être aussi réalisées dans les centres de consultations de planification familiale, les services de promotion de la santé en faveur des élèves, les services de médecine du travail, les centres de vaccination pour les voyageurs, les consultations de dépistage anonyme et gratuit du VIH...

Les opinions et pratiques à l'égard de la vaccination

Les différentes enquêtes réalisées sur la vaccination montrent une réalité complexe concernant les opinions et pratiques à l'égard de la vaccination.

Le Baromètre santé 2005 indique que la grande majorité de la population a une opinion favorable des vaccinations : environ 9 français sur 10 sont favorables voire très favorables à la vaccination. L'étude montre par ailleurs que dans près de la moitié des cas, c'est le sujet lui-même qui est à l'origine de sa dernière vaccination [3].

L'enquête Nicolle, réalisée en 2006, confirme que la très grande majorité des français mesure bien les enjeux de prévention individuelle et collective de la vaccination. Plus d'une personne sur deux est en faveur de l'obligation vaccinale. Cependant certains expriment des réserves sur l'efficacité ou la sécurité des vaccins [4].

En ce qui concerne les professionnels de santé, le Baromètre santé 2003 montre que les médecins généralistes sont en majorité favorables à la vaccination (97% des médecins généralistes) [5]. L'enquête Nicolle 2006 confirme que la majorité des médecins reconnaît l'importance de l'immunité collective qu'apporte la vaccination. L'enquête Nicolle indique aussi qu'environ 40% des médecins (généralistes et pédiatres) approuvent l'obligation vaccinale. Les généralistes préfèrent plus souvent une obligation vaccinale pour certains vaccins. Enfin, d'après une étude en 2005 auprès de médecins généralistes et pédiatres, la majorité des médecins (58%) se pose des questions sur l'opportunité de certains vaccins données aux enfants ; 31% faisaient part de leurs craintes vis-à-vis de la sécurité de ces produits.

Ainsi, si l'adhésion de la population à la vaccination reste globalement bonne, plusieurs éléments témoignent qu'un questionnement autour de la politique vaccinale s'installe, et ce peut être plus du côté des médecins que de la population. Pour certains auteurs, le malaise tiendrait des différentes crises de sécurité sanitaire, des changements fréquents dans le calendrier vaccinal et du nombre important de vaccins à administrer aux nourrissons.

2. CONTEXTE A LA RÉUNION

L'enquête de couverture vaccinale menée à La Réunion en 2009 a permis de montrer que bien que la couverture vaccinale des enfants de la tranche 24-59 mois soit globalement élevée à la Réunion, des efforts sont encore à mener pour les tranches d'âges plus âgées et notamment chez les jeunes adultes [6]. En effet, des retards dans le calendrier vaccinal sont observés chez les adolescents et jeunes adultes notamment pour la coqueluche et le ROR, c'est pourquoi, les principales recommandations retenues par le Comité de Pilotage de l'étude sont les suivantes :

- réaliser les rappels dans les délais prévus par le calendrier vaccinal concernant le ROR et la coqueluche,
- réaliser un rattrapage de la vaccination ROR chez les enfants âgés de 24 à 59 mois et les jeunes adultes,

- réaliser un rattrapage de la vaccination concernant la coqueluche chez les adolescents et chez les jeunes adultes.

Le Comité de Pilotage de cette étude souhaitait que ces recommandations soient diffusées à l'ensemble des professionnels réunionnais en charge d'enfants, d'adolescents ou de jeunes adultes : services de santé scolaire, médecins libéraux généralistes, obstétriciens, pédiatres, sages-femmes, services de médecine du travail ...

Or, on ne dispose pas de données sur les représentations et pratiques des médecins à La Réunion, ce qui permettrait d'orienter les actions pour consolider ces pratiques de prévention. C'est pourquoi, l'ARS, souhaitant disposer de ces informations, a chargé l'ORS de mener une étude auprès des médecins généralistes et pédiatres de La Réunion.

Objectifs

OBJECTIF GÉNÉRAL

L'objectif général de cette enquête est de connaître les représentations, attitudes et pratiques des médecins généralistes et pédiatres libéraux réunionnais à l'égard de la vaccination des moins de 6 ans.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Les objectifs spécifiques sont de :

- Connaître les pratiques des médecins généralistes et pédiatres en terme de vaccination (DTP, ROR, Coqueluche, Hib, hépatite B, BCG) des 0-6 ans
- Connaître les perceptions des médecins généralistes et pédiatres à l'égard de la vaccination (DTP, ROR, Coqueluche, Hib, hépatite B, BCG) des 0-6 ans,
- Connaître les sources d'informations des médecins généralistes et pédiatres sur la vaccination, Connaître les besoins des médecins généralistes et pédiatres en termes d'informations et de formations.

OBJECTIF FINAL

L'objectif final est d'orienter les actions d'information et de sensibilisation des professionnels pour consolider les pratiques de vaccination.

Matériel et Méthode

L'enquête mise en œuvre est une enquête transversale quantitative auprès d'un échantillon de praticiens libéraux de La Réunion.

1. POPULATION CIBLE ET POPULATION SOURCE

- La population cible est constituée de l'ensemble des médecins généralistes libéraux et pédiatres libéraux exerçant à La Réunion en 2011.
- La population source est constituée des médecins généralistes libéraux et pédiatres libéraux inscrits sur la liste URPS-OI au 1^{er} janvier 2011 à La Réunion.

2. SÉLECTION DES MÉDECINS

- La revue de la littérature montre que pour les enquêtes auprès de médecins généralistes les taux de participation varient entre 30 et 60%. Le nombre de sujets nécessaires à notre enquête étant de 100 médecins généralistes, le tirage au sort a concerné 200 médecins généralistes libéraux.
- Le tirage au sort de ces 200 médecins généralistes libéraux a été réalisé par l'ORS à partir de la liste de tous les médecins généralistes libéraux de La Réunion. Cette liste (fichier EXCEL) a été donnée à l'ORS par l'URPS-OI après accord des médecins libéraux.
- Tous les pédiatres libéraux sont concernés par l'enquête.

3. INFORMATION DES MÉDECINS LIBÉRAUX

Tous les médecins libéraux de La Réunion ont été informés de l'étude via l'URPS-OI :

- Par une information sur l'étude dans la lettre hebdomadaire de l'URPS-OI,
- Par un mail envoyé par l'URPS-OI à tous les médecins libéraux.

4. RECUEIL DE DONNÉES

Les données ont été recueillies à partir d'un questionnaire papier (format A4, recto/verso).

Le questionnaire comprend plusieurs parties :

- Une partie sur les perceptions des médecins quant à la vaccination,
- Une partie sur les informations/formations qu'ils reçoivent,
- Une partie sur leurs pratiques quotidiennes quant à la vaccination.

Ce questionnaire a été envoyé par voie postale aux 200 médecins généralistes libéraux tirés au sort et à tous les pédiatres libéraux de La Réunion. Un courrier d'explication de l'étude et de ses objectifs était joint au questionnaire. L'ORS s'est chargé de l'envoi.

Parallèlement à cet envoi postal, le questionnaire en format informatique a aussi été envoyé par mail à ces mêmes médecins libéraux. Ces mails ont été envoyés par l'URPS-OI.

Les médecins ont eu un délai de 15 jours pour répondre au questionnaire par courrier ou mail.
Les questionnaires remplis pouvaient être renvoyés à l'ORS par voie postale à l'aide de l'enveloppe pré timbrée fournie, par fax ou par mail.
L'ORS s'est chargé de la réception et de la centralisation des questionnaires.

4. GESTION DES DONNÉES

Les questionnaires d'enquête ont été centralisés à l'ORS et saisis à l'aide du logiciel EpiData version 3.1®.

5. ANALYSE STATISTIQUE DES DONNÉES

L'analyse statistique des données a été réalisée à l'aide du logiciel Epiinfo version 3.5.1®.

6. RÉFÉRENTS

Le comité de pilotage est constitué de :

- Docteur Ahn-Dao NGUYEN, conseiller médical ARS-OI
- Docteur Michel DERKASBARIAN, médecin généraliste, URPS-OI
- Bérengère DASSA, chargée d'études ORS.

Résultats

1. PARTICIPATION ET CARACTÉRISTIQUES DES MÉDECINS

Au 01 mai 2011, 82 questionnaires ont été reçus et saisis. Les médecins ont reçu le questionnaire par courrier et par mail. Ils pouvaient renvoyer le questionnaire rempli par courrier, fax ou mail : 4 médecins ont répondu via le fax, aucun n'a utilisé le mail.

Le taux de participation à l'enquête est de 34%.

Les répondants sont 70 médecins généralistes libéraux et 12 pédiatres libéraux.

La moyenne d'âge des répondants est de 53 ans (min=31 ans et max=76 ans).

Soixante trois pourcents sont des hommes.

Répartition des médecins répondants et interrogés par microrégions, La Réunion, 2011

Région	Répondants		Interrogés	
	N	%	N	%
Est	8	10	33	13
Nord	18	22	61	25
Ouest	25	30	66	27
Sud	31	38	85	35
Total	82	100	245	100

2. PERCEPTIONS

• La vaccination

En ce qui concerne la vaccination en général, 93% des médecins généralistes et pédiatres libéraux sont favorables ou très favorables.

Sur les 12 pédiatres ayant répondu, tous sont favorables ou très favorables à la vaccination.

• La délégation d'actes pour la vaccination

Les infirmier(-e)-s peuvent réaliser les vaccinations sous prescription médicale.

De même, suite à l'arrêté ministériel du 22 mars 2005, les sages-femmes sont autorisées à pratiquer certaines vaccinations.

Quatre vingt pourcents des médecins répondants sont défavorables à la délégation d'actes pour la vaccination.

Opinion des médecins répondants à l'égard de la vaccination, La Réunion, 2011

Vaccination	N	%
Très favorable	65	81
Plutôt favorable	10	12
Plutôt défavorable	3	4
Très défavorable	2	3
Total	80	100

Opinion des médecins répondants à l'égard de la délégation d'actes pour la vaccination, La Réunion, 2011

Délégation d'actes	N	%
Très favorable	3	5
Plutôt favorable	12	15
Plutôt défavorable	33	41
Très défavorable	31	39
Total	80	100

Les principales raisons en défaveur de la délégation d'actes pour la vaccination sont :

- « La vaccination est un acte médical » qui nécessite un examen clinique complet (48%)
- « La vaccination est l'occasion de faire le suivi médical de l'enfant » (dépistage, prévention...) (22%)
- « Il faut éviter la multiplicité des intervenants dans le suivi d'un enfant » (16%)

Les autres raisons évoquées sont :

- La gestion des effets secondaires,
- La connaissance du dossier médical de l'enfant (antécédents, contre indications...)
- Le rôle du médecin.

Sur les 15 médecins favorables à la délégation d'actes pour la vaccination, 3 ont expliqué pourquoi ils étaient favorables : la vaccination est un acte automatique, avec peu de contre indications et le partage des rôles est possible.

• Le BCG

Concernant le vaccin contre la tuberculose, 12% des médecins pensent qu'il devrait être obligatoire, 37% pensent qu'il est inutile.

Cinquante six pourcents des médecins émettent des réticences ou des doutes quant à ce vaccin.

Les principaux doutes et réticences évoqués sont :

- Les effets secondaires (BCGite...) (28%)
- La difficulté technique de réalisation du vaccin (23%)
- L'inefficacité du vaccin (49%).

• Hépatite B

Concernant la vaccination contre l'hépatite B, 54% des médecins pensent qu'elle devrait être obligatoire, 4% qu'elle est inutile.

Raisons évoquées par les médecins répondants défavorables à la délégation d'actes pour la vaccination, La Réunion, 2011

Raisons	N	%
Acte médical	27	48
Suivi médical	12	22
Multiplicité des intervenants	9	16
Autres	8	14
Total	56	100

Opinions des médecins répondants quant au vaccin BCG, La Réunion, 2011

BCG	N	%
Obligatoire	9	12
Recommandé	32	41
Inutile	29	37
Nsp	8	10
Total	78	100

Quatre vingt cinq pourcents des médecins n'ont aucune réticence vis-à-vis de ce vaccin (10% émettent des doutes/réticences, 5% ne se prononcent pas).

• Méningite C

Trente trois pourcents des médecins pensent que la vaccination contre la méningite C devrait être obligatoire, 7% pensent qu'elle est inutile.

Vingt et un pourcents des médecins ont des doutes ou réticences vis-à-vis de cette vaccination.

Les réticences et doutes évoqués par les médecins sont :

- Doute quant à l'utilité du vaccin (n=6)
- Manque de recul, absence de consensus pour ce vaccin (n=3)
- Doute quant à l'efficacité du vaccin (n=1)
- Réticences par rapport aux effets secondaires (n=1)

Opinions des médecins répondants quant au vaccin B contre la méningite C, La Réunion, 2011

Méningite C	N	%
Obligatoire	27	33
Recommandé	38	47
Inutile	6	7
Nsp	10	13
Total	81	100

• Coqueluche, Hib, DTP, ROR

Pour les vaccins coqueluche, Hib, DTP et ROR, la majorité des médecins pensent qu'ils devraient être obligatoires. Peu de médecins émettent des doutes ou des réticences quant à ces vaccins.

Opinions des médecins répondants quant au vaccin B coqueluche, Hib, DTP et ROR, La Réunion, 2011

	Coqueluche		Hib		DTP		ROR	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Obligatoire	67	82	54	68	74	90	65	79
Recommandé	15	18	24	30	8	10	17	21
Inutile	0	0	1	1	0	0	0	0
Nsp	0	0	1	1	0	0	0	0
Total	82	100	80	100	82	100	82	100

3. PRATIQUES

• Consultations

Lors d'une consultation d'un enfant de moins de 6 ans, la majorité des médecins (97%) déclarent vérifier systématiquement les vaccinations.

Trente cinq pourcents des médecins informent systématiquement les patients (les parents) sur les bénéfices/risques des vaccins, 32% n'informent jamais ou parfois.

Trente trois pourcents des médecins informent les patients pour certains vaccins seulement :

- Hépatite B (n=20)
- Méningite (n=16)
- ROR (n=4)

Informations des patients par les médecins, La Réunion, 2011

Informations patient	N	%
Tous les vaccins	28	35
Certains vaccins	26	33
Parfois	23	29
Jamais	2	3
Nsp	0	0
Total	79	100

Les raisons évoquées par les médecins qui informent parfois, voire jamais les patients sur les bénéfices/risques des vaccins sont :

- Manque de temps (n=7)
- Autres (anxiogène pour les patients, pas de demande des patients, bénéfices>risques) (n=11)
- Pas d'intérêt (n=5)
- Manque de connaissance (n=5)

• Protocole de rattrapage

En cas de retard de vaccination (pour le DTP, BCG, coqueluche, Hib, hépatite B, ROR, méningite C), 84% des médecins déclarent connaître les protocoles de rattrapage, 6% ne les connaissent pas.

Dix pourcents des médecins disent connaître les protocoles de rattrapage pour certains vaccins seulement :

- DTP (n=8)
- ROR (n=4)
- Méningite C (n=2)

• ROR

Concernant la vaccination ROR, 100% des médecins (n=80) la proposent aux enfants de moins de 6 ans.

Quatre vingt dix neuf pourcents des médecins déclarent connaître la période d'âge indiquée pour la 2^e injection du vaccin.

• Hépatite B

Pour les premières vaccinations de l'enfant, 91% des médecins réalisent la vaccination avec le vaccin hexavalent (DTP, Ca, Hib, hépatite B).

Sept médecins utilisent le vaccin pentavalent (DTP, Ca, Hib).

Parmi les 8 médecins qui ont des doutes vis à vis du vaccin contre l'hépatite B, 7 vaccinent tout de même avec le vaccin hexavalent.

Concernant l'hépatite B, 86% des médecins proposent cette vaccination aux enfants de moins de 6 ans qui ont été vaccinés avec le vaccin pentavalent.

Connaissance des protocoles de rattrapage par les médecins répondants, La Réunion, 2011

Protocole de rattrapage	N	%
Oui	66	84
Non	5	6
Certains vaccins	8	10
Total	79	100

Sur les 75 médecins qui ont donné la période d'âge indiquée pour la 2^e injection du ROR, 13% ont donné une période qui ne correspond pas aux recommandations.

Les raisons évoquées par les 11 médecins qui ne proposent pas la vaccination contre l'hépatite B sont :

- La vaccination n'est pas obligatoire (n=1)
- Le risque d'exposition est faible (n=3)
- Trop d'injection pour l'enfant (n=1)
- Pas d'intérêt (n=1)
- Risque de sclérose en plaques après 2 ans (n=1).

• BCG

Six pourcents des médecins déclarent vacciner tous les enfants contre le BCG, 44% vaccinent certains enfants (les enfants à risque) et la moitié ne vaccinent pas les enfants contre le BCG.

Les enfants considérés à risque par les médecins sont :

- Les enfants dont l'entourage est à risque (antécédent familial) (n=12)
- Les enfants des milieux défavorisés (n=8)
- Les enfants qui font des voyages réguliers dans les pays à risque, les immigrés (n=10).

Les raisons évoquées par les médecins qui ne vaccinent pas contre le BCG sont :

- La difficulté technique de réalisation (n=24)
- Le manque de connaissances sur les indications (n=5)
- Des doutes quant à l'efficacité du vaccin (n=8)
- Les effets secondaires (BCGite) (n=5)

4. INFORMATIONS

• Calendrier vaccinal

Le calendrier vaccinal est consulté systématiquement chaque année par 74% des médecins.

Les principales sources d'informations utilisées sont :

- Le bulletin épidémiologique hebdomadaire de l'InVS (BEH) pour 71% des médecins,
- Les laboratoires pour 35% des médecins,
- Le site internet du Ministère de la Santé pour 28%,
- Autres (revues médicales, Infovac, Prescrire, congrès/colloques, enseignement professionnel universitaire) pour 16%.

Vaccination BCG par les médecins répondants, La Réunion, 2011

BCG	N	%
Oui pour tous	5	6
Oui pour certains	35	44
Non	39	50
Total	79	100

Six médecins disent ne pas réaliser la vaccination BCG car ils n'ont pas d'enfants à risque dans leur patientèle.

Parmi les médecins qui ont des réticences par rapport au BCG (n=43), 40% vaccinent les enfants à risque, le reste des médecins ne réalise pas cette vaccination.

Sources d'informations utilisées par les médecins répondants pour connaître le calendrier vaccinal, La Réunion, 2011

Source d'infomations	N	%
BEH	58	71
Laboratoires	29	35
Site web du ministère de la santé	23	28
Autres	13	16
Total	123*	150*

*le total est supérieur à 76 en raison des réponses multiples

- **Formations**

La moitié des médecins répondants a participé à des formations sur la vaccination ces trois dernières années.

Vingt neuf pourcents des médecins ont des besoins d'informations supplémentaires sur la vaccination et 23% souhaitent suivre des formations sur la vaccination.

Les thèmes de formations et d'information demandés sont résumés dans le tableau ci-contre.

Besoins d'informations et de formations exprimés par les médecins répondants, La Réunion, 2011

Informations	Formations
méningite C	méningite C
vaccin Prevenar	étude long terme vaccins récents
BCG	technique BCG
indication particulière	indication particulière
interactions entre les vaccins	calendrier vaccinal
effets secondaires, juridique	effets secondaire, juridique
études européennes	intradermique chez le nourrisson
SEP et hépatite B	vaccination des voyageurs
nouveaux vaccins	nouveaux vaccins

Synthèse des résultats

- La majorité des médecins est favorable voire très favorable à la vaccination en général.
- La plupart des médecins est défavorable à la délégation d'actes pour la vaccination, les principales raisons évoquées étant que la vaccination est un acte médical nécessitant un examen clinique complet et qu'elle est l'occasion de faire le suivi de l'enfant (dépistage, prévention).
- Des médecins émettent des doutes et réticences quant au vaccin BCG, les principales raisons évoquées par les médecins étant l'inefficacité du vaccin et ses effets secondaires. Cependant, un médecin sur deux réalise la vaccination BCG.
- De même le vaccin contre la méningite C entraîne des doutes et réticences chez 21% des médecins.
- La quasi totalité des médecins vérifie systématiquement les vaccinations lors d'une consultation d'un enfant de moins de 6 ans.
- Environ un tiers des médecins informe systématiquement les parents des bénéfices/risques de tous les vaccins.
- Tous les médecins proposent la vaccination ROR aux enfants de moins de 6 ans.
- Les sources d'informations principales du calendrier vaccinal sont le BEH et les laboratoires.
- Vingt neuf pourcents des médecins estiment qu'ils ont besoin d'informations supplémentaires sur la vaccination.

Bibliographie

- [1] Institut National de Veille Sanitaire (In.V.S.). Le Calendrier des vaccinations et les recommandations vaccinales 2010 selon l'avis du Haut conseil de la santé publique. Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire 22 avril 2010 ;(14-15):123-172.
- [2] Ministère des solidarités, de la santé et de la famille. Arrêté du 22 mars 2005 fixant la liste des vaccinations que les sages-femmes sont autorisées à pratiquer. Journal officiel 3 avril 2005 ;(78).
- [3] BECK F, GUILBERT P, GAUTIER P, Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé. (I.N.P.E.S.). Baromètre santé 2005 : attitudes et comportements de santé. Saint-Denis: INPES; 2007.
- [4] GAUTIER A, JAUFFRET-ROUSTIDE M, JESTIN C. Enquête Nicolle 2006 : connaissances, attitudes et comportements face au risque infectieux. Saint-Denis: INPES; 2008.
- [5] GAUTIER A, Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé. (I.N.P.E.S.). Baromètre santé 2003 : médecins/pharmaciens. Saint-Denis: INPES; 2005.
- [6] VILAIN P et al. Enquête de couverture vaccinale à La Réunion en 2009. ORS Réunion. Mars 2010.39p
- [7] ROTILY M et al. Les médecins généralistes français et la vaccination : le modèle du ROR et de l'hépatite B. Santé publique 1996, 8^e année, n°1, pp. 354-362
- [8] Ministère de la santé et des solidarités. Direction Générale de la Santé. (D.G.S.). Comité technique des vaccinations. Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé. (I.N.P.E.S.). Guide des vaccinations : édition 2008. Saint-Denis: INPES; 2008.
- [9] Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé. (I.N.P.E.S.). Vaccination : guide pratique pour le médecin. Saint Denis : INPES ; 2009.
- [10] Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé. (I.N.P.E.S.), Institut National de Veille Sanitaire (I.N.V.S.). Risques infectieux et prévention : perception, représentations, attitudes et pratiques des Français. Dossier de presse. 2009.
- [11] CORREARD AK. Thèse de médecine. Pratique des médecins généralistes face à la vaccination des nourrissons et des enfants, leurs réticences et celles des familles. Université Claude Bernard Lyon 1. 2005
- [12] BALINSKA MA, LEAON C. Opinions et réticences face à la vaccination. La revue de médecine interne 28 (2007) 28-32.
- [13] GAUDELUS J et Al. Suivi des recommandations vaccinales des nourrissons de 0 à 24 mois : à propos d'une enquête en médecin libérale. Archives de pédiatrie 10 (2003) 781-786
- [14] LIVARTOWSKI et al. Le praticien et les vaccinations (résultats d'une enquête par sondage). Pédiatrie, 42 (1987) 483-487



PERCEPTIONS ET PRATIQUES DES MEDECINS LIBERAUX A L'EGARD DE LA VACCINATION DES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS

L'enquête de couverture vaccinale menée à La Réunion en 2009 a permis de montrer que bien que la couverture vaccinale des enfants de la tranche 24-59 mois soit globalement élevée à La Réunion, des efforts sont encore à mener pour les tranches d'âges plus âgées et notamment chez les jeunes adultes.

L'Observatoire Régional de la Santé a été chargé par l'ARS, en lien avec l'URPS, de mener une étude auprès des médecins généralistes et pédiatres libéraux de La Réunion.

L'objectif général de cette enquête est de connaître les représentations, attitudes et pratiques des médecins généralistes et pédiatres libéraux réunionnais à l'égard de la vaccination des moins de 6 ans ; l'objectif final étant d'orienter les actions pour consolider les pratiques de vaccination.

Merci de compléter le questionnaire ci-joint et de nous le retourner via l'enveloppe pré-timbrée avant le 15 avril 2011.

Pour toute question, vous pouvez contacter Melle DASSA, chargée de l'étude à l'ORS au 0262 94 38 13 ou par mail à b.dassa@orsrun.net.

Les résultats de cette enquête vous seront communiqués.

Nous vous remercions par avance de votre participation.

Docteur E.RACHOU
Directrice ORS

Docteur DERKASBARIAN
Médecin généraliste, membre URPS



PERCEPTIONS ET PRATIQUES DES MEDECINS LIBERAUX A L'EGARD DE LA VACCINATION DES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS

L'objectif général de cette enquête est de connaître les représentations, attitudes et pratiques des médecins généralistes libéraux et pédiatres libéraux réunionnais à l'égard de la vaccination des moins de 6 ans ; l'objectif final étant d'orienter les actions d'information et de sensibilisation des professionnels pour consolider la pratique de la vaccination.

Votre âge : Sexe : H F Spécialité : médecin généraliste pédiatre

PERCEPTIONS

1. En ce qui concerne la vaccination en général dans votre pratique quotidienne, y êtes-vous :

très favorable plutôt favorable plutôt défavorable très défavorable

2. Pour les vaccins suivants, pensez-vous qu'ils devraient être obligatoires, recommandés ou inutiles chez les enfants de moins de 6 ans ?

BCG	<input type="checkbox"/> obligatoire	<input type="checkbox"/> recommandé	<input type="checkbox"/> inutile	<input type="checkbox"/> nsp
Coqueluche	<input type="checkbox"/> obligatoire	<input type="checkbox"/> recommandé	<input type="checkbox"/> inutile	<input type="checkbox"/> nsp
DTPolio	<input type="checkbox"/> obligatoire	<input type="checkbox"/> recommandé	<input type="checkbox"/> inutile	<input type="checkbox"/> nsp
Hib	<input type="checkbox"/> obligatoire	<input type="checkbox"/> recommandé	<input type="checkbox"/> inutile	<input type="checkbox"/> nsp
Hépatite B	<input type="checkbox"/> obligatoire	<input type="checkbox"/> recommandé	<input type="checkbox"/> inutile	<input type="checkbox"/> nsp
ROR	<input type="checkbox"/> obligatoire	<input type="checkbox"/> recommandé	<input type="checkbox"/> inutile	<input type="checkbox"/> nsp
Méningite C	<input type="checkbox"/> obligatoire	<input type="checkbox"/> recommandé	<input type="checkbox"/> inutile	<input type="checkbox"/> nsp

3. Avez-vous des réticences/doutes par rapport à ces vaccins ?

BCG	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nsp	si oui lequel(le)s :
Coqueluche	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nsp	si oui lequel(le)s :
DTPolio	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nsp	si oui lequel(le)s :
Hib	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nsp	si oui lequel(le)s :
Hépatite B	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nsp	si oui lequel(le)s :
ROR	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nsp	si oui lequel(le)s :
Méningite C	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	<input type="checkbox"/> nsp	si oui lequel(le)s :

4. Concernant la délégation d'actes pour la vaccination (aux infirmiers, sage-femmes), y êtes-vous :

très favorable plutôt favorable plutôt défavorable très défavorable

pourquoi :

INFORMATIONS

5. Quelles sources d'informations utilisez-vous pour connaître le calendrier vaccinal ?

BEH site internet du ministère de la santé laboratoires autres :

6. Consultez-vous le nouveau calendrier vaccinal systématiquement chaque année ?

oui non

7. Avez-vous des besoins d'informations supplémentaires ou de formation sur la vaccination ?

Informations supplémentaires : oui non si oui, sur quels sujets ?

Formations : oui non si oui sur quels sujets ?

8. Avez-vous participé à des formations sur la vaccination ces 3 dernières années ?

oui non

PRATIQUES

9. Lors d'une consultation d'un enfant de moins de 6 ans, vérifiez-vous ses vaccinations ?

- systématiquement parfois jamais nsp

10. En cas de retard de vaccination, connaissez-vous les protocoles de rattrapage (pour le DTP, BCG, coqueluche, Hib, hépatite B, ROR, méningite C) ?

- oui non oui pour certains vaccins, citez lesquels :

11. Informez-vous les patients sur les bénéfices/risques des vaccins ?

- systématiquement pour tous les vaccins
 systématiquement pour certains vaccins, citez lesquels :
 parfois
 jamais
 nsp

Si vous avez répondu « parfois » ou « jamais », quelles en sont les raisons :

- manque de temps manque de connaissances pas d'intérêt autres :

12. Concernant le ROR, proposez-vous cette vaccination aux enfants de moins de 6 ans ?

- oui non nsp

Si non, pourquoi :

13. Concernant le ROR, connaissez-vous la période d'âge indiquée pour la 2^e injection ?

- oui non nsp

Si oui, indiquez la période :

14. Concernant le BCG, réalisez-vous cette vaccination chez les enfants de moins de 6 ans ?

- oui pour tous les enfants
 oui pour certains enfants, lesquels :
 non

Si non, pourquoi : difficulté technique de réalisation
 manque de connaissances sur les indications
 autres :

15. Pour les premières vaccinations de l'enfant, réalisez-vous la vaccination :

- avec le vaccin pentavalent (DTP, Ca, Hib)
 avec le vaccin hexavalent (DTP, Ca, Hib, Hep B)

16. Concernant l'hépatite B, proposez-vous cette vaccination chez les moins de 6 ans qui ont été vaccinés avec le vaccin pentavalent (DTP, Ca, Hib) ?

- oui
 non

Si non, pourquoi :

MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION

Merci de renvoyer le questionnaire rempli avant le 15 avril 2011

- par courrier à l'adresse suivante : ORS, 12 rue Colbert, 97 400 SAINT DENIS
- ou par fax au : 0262 94 38 14 ou mail b.dassa@orsrun.net

Pour toute question, vous pouvez contacter Melle DASSA, chargée d'études à l'ORS au
0262 94 38 13.

L'enquête de couverture vaccinale menée à La Réunion en 2009 a mis en évidence une couverture vaccinale élevée pour les primo-vaccinations, notamment chez les plus jeunes. Néanmoins des retards dans l'application du calendrier vaccinal ont été observés chez les adolescents et jeunes adultes.

Ne disposant pas de données sur les représentations et pratiques de la vaccination des médecins à La Réunion qui permettraient d'orienter les actions pour consolider les pratiques de prévention, l'Agence de Santé Océan Indien a chargé l'ORS Réunion de mener une étude auprès des médecins généralistes et pédiatres libéraux.

L'objectif général de cette étude est de connaître les représentations et pratiques des médecins généralistes et pédiatres libéraux réunionnais à l'égard de la vaccination des enfants de moins de 6 ans.

Les principaux résultats de l'étude montrent que les opinions et pratiques médicales sont favorables à la vaccination malgré des doutes émis sur certains vaccins.



Directrice de la publication
Dr Irène STOJCIC

Responsable de rédaction
Dr Emmanuelle RACHOU

Auteur
Bérengère DASSA

Observatoire Régional de La Santé
12, rue Colbert – 97400 Saint-Denis
Tél : 02.62.94.38.13
Fax : 02.62.94.38.14
Site : <http://www.ors-reunion.org>
Courriel : orsrun@orsrun.net
Centre de documentation :
documentation@orsrun.net